

GUIDE DES MASTERS

FACULTÉ DE DROIT
ET DE SCIENCE POLITIQUE

UNIVERSITÉ DE REIMS CHAMPAGNE-ARDENNE



FACULTÉ DE
DROIT &
SCIENCE
POLITIQUE


UNIVERSITÉ
DE REIMS
CHAMPAGNE-ARDENNE

Bienvenue à la Faculté de droit et de science politique de Reims

Chères étudiantes, chers étudiants,

Votre licence en droit acquise (ou un diplôme équivalent), vous souhaitez poursuivre vos études en Master. C'est un bon choix car, si la licence de droit vous ouvre déjà de nombreuses portes, votre master vous permettra de vous spécialiser davantage, pour faciliter votre entrée dans la vie professionnelle (le taux d'insertion professionnelle à l'issue de l'obtention d'un Master 2 est en effet de plus de 90% dans la plupart des formations).

La Faculté de Droit et de Science Politique de l'URCA propose plusieurs mentions de Master, lesquelles se divisent parfois en différents parcours l'année du M2, dans un mouvement de spécialisation croissante. Ainsi, vous souhaitez peut-être vous orienter en Master Mention Droit parcours « Droit du vin et des spiritueux », en Master Mention « Droit notarial », en Master « Droit de l'entreprise » dans le parcours « Droit des affaires-Droit des PME-PMI » ou dans le parcours « Droit du travail, droit du contrat de travail », en Master « Droit des contentieux privés », en Master Mention « Droit pénal et sciences criminelles », parcours « Droit pénal et judiciaire » ou « Droit pénal, traitement criminologique et psychologie forensique », ou encore dans l'un des nombreux parcours du Master Mention « Droit public » (« Droit des collectivités territoriales », « Droit public, carrières publiques », « Droit public des affaires », « Intégration communautaire et gouvernance globale », « Coopération internationale au développement durable (Afrique et Moyen-Orient) », « Administration publique » - à Troyes).

Chacune de ces formations vous propose des matières obligatoires et des matières à option, pour vous permettre de personnaliser votre formation et de l'adapter le mieux possible à votre personnalité, vos envies et vos ambitions. Ce guide vous présente ces différentes formations ainsi que les débouchés qui y sont associés, afin que vous puissiez faire des choix éclairés pour votre avenir, que je souhaite radieux ! Vous y trouverez également des informations pratiques sur la vie étudiante ainsi que les personnes à contacter pour obtenir plus de renseignements.

Je vous adresse tous mes vœux de réussite pour ces deux années enrichissantes, qui, grâce à votre sérieux et votre curiosité intellectuelle, feront de vous des juristes accomplis.

Anaïs DANET,
Doyenne de la Faculté de Droit et de Science Politique

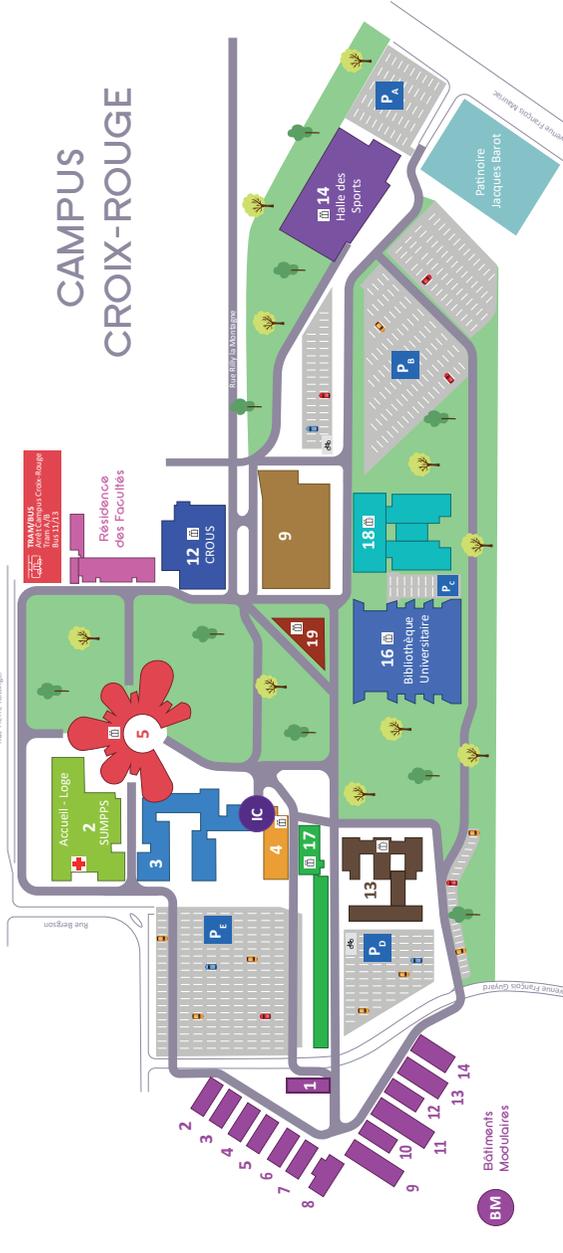
SOMMAIRE

Plan du campus Croix-Rouge	p.5
---	-----

Offre de Formation

Master Mention Droit	p.7
Master Mention Droit de l'entreprise	p.9
Master Mention Droit notarial	p.13
Master Mention Droit pénal et sciences criminelles	p.17
Master Mention Droit privé	p.19
Master Mention Droit du numérique	p.23
Master Mention Droit de la propriété intellectuelle	p.25
Master Mention Politiques publiques	p.27
Master Mention Droit public des affaires	p.29
Master Mention Droit des collectivités territoriales	p.31
Master Mention Droit international	p.33
Master Mention Droit public	p.35
Master mention Droit de l'environnement	p.37

PLAN DU CAMPUS CROIX-ROUGE



CAMPUS CROIX-ROUGE

BM Bâtiments Modulaires

- 1** Bâtiments Modulaires
- 2** Accueil - Loge ; Administration UFR Droit et Science Politique & UFR Sciences Economiques, Sociales et de Gestion; Enseignement (salles 3012 à 3015)
- 3** Médecine Préventive (SUMPPS)
- 4** Enseignement - Associations Etudiantes - Cafétéria (salles 3119 à 3137)
- 5** Imprimerie Centrale
- 6** Enseignement (salles 1015 à 1033, 2002, 2031 à 2045, 3167 à 3177)
- 7** Amphithéâtres 1 à 6
- 8** Amphithéâtres 7 à 10 - Accès PMR
- 9** Restaurant Universitaire « Jean-Charles Prost »
- 10** Centre culturel du CROUS
- 11** Bâtiments Modulaires
- 12** CROUS
- 13** Bibliothèque Universitaire
- 14** Halle des Sports
- 15** Maison des sciences humaines (Unités de recherche & Ecole Doctorale)
- 16** Halle des sports (HCR)
- 17** Bibliothèque universitaire (BU) « Robert de Sorbon »
- 18** Administration UFR Lettres et Sciences Humaines ; Enseignement ; Antenne Relations Internationales (salles 17-001 à 17-209)
- 19** Enseignement ; Salle de détente ouverte à tous (salles 18-0001 à 18-2010)
- 20** « Le Puyis »
DEJU (S&E « Mission Orientation », « Mission Handicap », « Bureau de la Vie Etudiante », « Pôle Lycée-Université », SES, SEP) - DPPA - SUMC - Creativ Lab
- 21** Bâtiments modulaires (BM 01 - BM 14)
BM 01 : Associations Etudiantes
BM 08 : Maison des Langues
BM 13 & 14 : Administration
- 22** Garage à vélos fermé
- Zébulo** Borne « Zébulo » de vélos en libre-service

Pour se déplacer du haut du campus vers le bas et inversement, un ascenseur accessible aux personnes à mobilité réduite se trouve dans le bâtiment 4.

OFFRE DE FORMATION

La Faculté de droit et de science politique de Reims propose six mentions de master : mention Droit, mention Droit de l'entreprise, mention Droit notarial, mention Droit pénal et sciences criminelles, mention Droit privé, mention Droit public. Ces formations sont professionnalisantes tout en permettant une poursuite d'études en doctorat.

La spécialisation se poursuit lors de la seconde année de master. Notre faculté délivre à l'issue de cette deuxième année les diplômes de master suivants :

MASTER MENTION DROIT

Parcours Droit du vin et des spiritueux

MASTER MENTION DROIT DE L'ENTREPRISE

Parcours Droit des affaires, droit des PME-ETI

Parcours Droit du travail, droit des relations de travail

MASTER MENTION DROIT NOTARIAL

MASTER MENTION DROIT PÉNAL ET SCIENCES CRIMINELLES

Parcours Droit pénal et psychocriminologie forensique

MASTER MENTION DROIT PRIVÉ

Parcours Droit des contentieux privés

Parcours Droit privé général

MASTER MENTION DROIT DU NUMÉRIQUE

Parcours droit des créations immatérielles et vidéoludiques

MASTER MENTION DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

MASTER MENTION DROIT PUBLIC

Parcours Droit public fondamental

MASTER MENTION POLITIQUES PUBLIQUES

MASTER MENTION DROIT PUBLIC DES AFFAIRES

MASTER MENTION DROIT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

MASTER MENTION DROIT INTERNATIONAL

MASTER MENTION DROIT

Parcours Droit du vin et des spiritueux

Objectifs : Former les étudiants à des professions juridiques et les préparer pour intégrer le monde des entreprises et organismes de la filière du vin, des spiritueux et plus généralement de l'agroalimentaire. Pour ce faire, la formation fixe comme objectif prioritaire de familiariser les étudiants avec des branches du droit dépassant le clivage droit public – droit privé. La formation vise à dispenser des enseignements variés, tissés autour des besoins à la fois larges et techniques du monde du vin et des spiritueux, voire de l'agroalimentaire. En même temps cependant, cet enseignement de la technique du droit est complété par des enseignements de culture générale ainsi que par des cours permettant aux étudiants de s'ouvrir vers des systèmes juridiques et des pays étrangers, afin d'avoir une vision large des grandes questions économiques, politiques, culturelles, voire sociétales liés à la production et à la consommation des vins, des spiritueux et plus généralement des aliments.

La formation a noué des liens étroits avec plusieurs partenaires, acteurs majeurs de ce domaine : Groupe Moët Hennessy, Commission européenne, Wine in Moderation, Fédération internationale des Vins et Spiritueux, Association internationale des Juristes du Vin.

Débouchés : Les professions envisagées sont très diverses et relèvent tant du secteur privé (ex. avocat spécialisé en droit vitivinicole ou en droit des spiritueux, juriste d'entreprise du secteur vitivinicole et des boissons alcooliques, ...) que du secteur public (ex. juriste d'organismes publics liés au secteur vitivinicole et aux boissons alcoolisées, enseignant-chercheur en droit vitivinicole, en droit des spiritueux ou en droit agroalimentaire...).

RENSEIGNEMENTS :

Responsable :

Monsieur Théodore GEORGOPOULOS,

Maître de Conférences – HDR à l'Université de Reims Champagne-Ardenne

Modalités d'accès : Être titulaire d'un diplôme de licence en droit ou équivalent.

Inscriptions : Sélection sur dossier et entretien.

Informations : m2droitduvin@univ-reims.fr et <http://www.wine-law.org/>

THÉMATIQUES ABORDÉES :

1ère année

Droit agroalimentaire	Droit international économique
Droit vitivinicole comparé	Droit international privé
Droit de l'environnement	Contrats commerciaux
Droit des données à caractère personnel	Droit fiscal des affaires
Droit matériel de l'UE	Contentieux européen
Droit de l'urbanisme approfondi	Droit de la propriété intellectuelle
Droit de la consommation	Droit spécial des sociétés
	Droit de la propriété intellectuelle des activités numériques

2ème année

Culture générale du secteur des vins et spiritueux
Contrats dans le secteur des vins et spiritueux
Pratique de propriété intellectuelle dans le secteur des vins et spiritueux
Régulation européenne et internationale du secteur vitivinicole et des spiritueux (Chaire Jean Monnet)
Contrôles dans le secteur des vins et spiritueux
Méthodologie (CV, Entretien, PPI, Recherche)
L'entreprise du secteur des vins et spiritueux
Commercialisation des vins et autres boissons alcooliques
Régimes spéciaux de régulation

MASTER MENTION DROIT DE L'ENTREPRISE

Parcours Droit des affaires, droit des PME-ETI

OBJECTIFS ET DÉBOUCHÉS

La Faculté de droit et de science politique de l'Université de Reims Champagne Ardenne a été habilitée à délivrer un diplôme de Master spécialisé dans le domaine du Droit des P.M.E.-P.M.I. Cette habilitation répond à un vœu – formulé de longue date – par l'ensemble des professionnels du Droit des Affaires (Avocats, Avocats-conseils, Banques, PME-PMI) ainsi qu'à la légitime attente des étudiants soucieux de trouver, à l'Université de Reims, une formation de 3ème cycle les préparant à leur future activité de conseil.

Dominantes du diplôme : Droit des sociétés, droit fiscal, droit de la distribution, droit social, droit du financement, droit approfondi de la propriété individuelle et intellectuelle.

Objectifs : Formation théorique et pratique au Conseil d'entreprise.

L'objectif scientifique de la spécialité Master II droit des affaires tend à appréhender le droit des affaires sous l'angle spécifique de la petite et moyenne entreprise. Les enseignements se déclinent autour de trois axes que sont la création d'entreprise et son mode d'exploitation, ses relations avec les tiers dans le cadre de sa vie économique (commerce international, droit de la propriété industrielle, droit du financement et de l'ingénierie sociétaire) et, enfin, ses difficultés internes de nature sociale et/ou financières (contentieux social, restructuration financière). Les objectifs en termes de compétences attendues sont de former des juristes de haut niveau capable d'intégrer le service juridique d'une grande entreprise, un cabinet d'avocat d'affaires ou une étude de notaire spécialisée par la maîtrise des droits spéciaux dédiés à l'entreprise (droit des sociétés, fiscalité des sociétés, ingénierie financière, droit de la restructuration et de la transmission notamment). L'étudiant disposera également de compétences transversales indispensables comme la maîtrise de l'outil informatique, d'une langue vivante ainsi que de la capacité à échanger avec les autres partenaires professionnels de l'entreprise (expert comptable, gestion ressources humaines) par sa connaissance de la comptabilité et de la gestion financière.

Débouchés : les débouchés sont divers et nombreux :

- Juriste d'entreprise
- Avocat spécialisé en droit de l'entreprise
- Notaire
- Mandataire judiciaire

RENSEIGNEMENTS :

Responsable :

Monsieur Emmanuel BROCARD et Madame Céline TILLOY,
Maître de Conférences – HDR à l'Université de Reims Champagne-Ardenne

Inscriptions : Les candidatures sont sélectionnées sur dossiers.

Informations : m2affaires@univ-reims.fr

THÉMATIQUES ABORDÉES :

1ère année

Droit civil (Sûretés + successions)	Droit de la propriété intellectuelle
Droit international privé	Procédures civiles d'exécution
Régimes matrimoniaux	Analyse financière
Droit fiscal des affaires	Droit de la consommation
Droit pénal des affaires	Droit de l'environnement
Droit spécial des sociétés	Droit de la concurrence et de la distribution
Introduction à l'analyse de bilan	Introduction à la gestion des ressources humaines
Droit du travail approfondi	Droit commercial (instruments de paiement, théorie des comptes + entreprises en difficultés)
Procédure civile	
Droit de la sécurité sociale	
Contrats commerciaux	

2ème année

Droit des sociétés et des groupes
Droit et fiscalité des sociétés
Pratique de l'ingénierie sociétaire
Technique fiscale
Droit du financement
Droit de la transmission de l'entreprise sociétaire et individuelle
Comptabilité générale approfondie
Gestion financière et de trésorerie
Initiation au Droit de Commun Law
Droit de la distribution
Droit de la propriété intellectuelle
Responsabilité sociétale des entreprises
Droit des cessions de droits sociaux
Droit de la rupture du contrat de travail
Aspects sociaux des restructurations d'entreprises
Droit approfondi des entreprises en difficulté

MASTER MENTION DROIT DE L'ENTREPRISE - 2^E ANNÉE

Parcours Droit du travail, droit du contrat de travail

OBJECTIFS ET DÉBOUCHÉS

Objectifs : Former des juristes de très haut niveau, spécialisés en droit social, sachant analyser l'ensemble des règles de droit applicables à la relation salariée de droit privé, anticiper et traiter les contentieux nés du contrat de travail.

Débouchés : Principalement juriste d'entreprise, gestionnaire des ressources humaines, avocat pouvant à terme être spécialisé en droit social, inspecteur du travail...

RENSEIGNEMENTS

Responsable : Madame Céline TILLOY,

Maître de Conférences - HDR à l'Université de Reims Champagne-Ardenne

Modalités d'accès : être titulaire d'un master 1 de droit social, d'un master 1 de droit de l'entreprise ou de droit des affaires, voire d'un master 1 de droit privé.

Inscriptions : Les candidatures sont sélectionnées sur dossiers.

Informations : m2travail@univ-reims.fr

DÉROULEMENT DE LA FORMATION :

Formation théorique se déroulant à la faculté de droit et de science politique de Reims, sur deux semestres consécutifs et impliquant soit la réalisation d'un stage de quatre mois consécutifs, suivi de la rédaction d'un rapport de stage soit la rédaction d'un mémoire de recherche.

THÉMATIQUES ABORDÉES :

1ère année

Droit civil (Sûretés + successions)	Droit de la propriété intellectuelle
Droit international privé	Procédures civiles d'exécution
Droit fiscal des affaires	Droit de la consommation
Droit pénal des affaires	Droit de l'environnement
Droit spécial des sociétés	Droit de la concurrence et de la distribution
Droit du travail approfondi	Introduction à la gestion des ressources humaines
Procédure civile	Droit commercial (instruments de paiement, théorie des comptes + entreprises en difficultés)
Droit de la sécurité sociale	
Contrats commerciaux	

2ème année

Conventions collectives et contrats de travail
Droit et pratique de l'ingénierie de l'emploi
Choix et rédaction des contrats de travail
Culture des relations sociales
Droit social international et européen
Droit commun des obligations et contrats de travail
Spécificités du contrat de travail public
Analyse financière
Gestion des ressources humaines : droit et pratique du dialogue social
Mobilité sociale
Responsabilité sociétale des entreprises
Aspects sociaux des restructurations de l'entreprise
Modes et conséquences de la rupture du contrat de travail
Contentieux social et prud'homal
Salaire et épargne salariale
Formation professionnelle
Santé, sécurité et qualité de vie au travail
Droit du temps de travail

MASTER MENTION DROIT NOTARIAL 1^E ANNÉE

OBJECTIFS ET DÉBOUCHÉS

Objectifs : Le Master Droit notarial 1^e année permet d'accéder à la profession et au titre de notaire. Il est un préalable recommandé à l'intégration sur dossier en Master Droit notarial 2^e année. La formation a pour objectif de former les étudiants aux matières d'orientation notariale. Elle permet donc d'acquérir des connaissances notamment en droit du patrimoine familial, en droit commercial, en droit fiscal, en droit des sûretés, en droit immobilier, etc.

Débouchés : A l'issue du master 1^e année, les étudiants peuvent candidater à l'intégration sur dossier en master 2^e année droit notarial. A l'issue de l'obtention du master 2^e année, les étudiants suivent les enseignements du Centre de formation professionnelle notariale (CFPN) afin de pouvoir prétendre au titre de notaire et de préparer le Diplôme Supérieur du Notariat (DSN) que l'Université de Reims Champagne Ardenne délivre.

Le master Droit notarial constitue donc, en lui-même, une des filières d'accès permettant d'accéder à la profession et au titre de notaire. Tel est le débouché essentiel de ce diplôme. Mais, il offre aussi d'importants débouchés en matière patrimoniale et immobilière. En effet, au-delà de l'exercice de la profession notariale, ce Master est destiné par son aspect pluridisciplinaire à fournir des collaborateurs directement opérationnels non seulement aux offices notariaux mais aussi aux établissements bancaires, aux cabinets de gestion patrimoniale ou encore aux cabinets d'assurances.

Le master Droit notarial a pour partenaire principal la Chambre interdépartementale des notaires de la Cour d'appel de Reims. Une part des enseignements est assurée par des notaires des départements de la Marne, de l'Aube et des Ardennes.

RENSEIGNEMENTS

Responsable : Mme Nathalie BAILLON-WIRTZ,

Maître de Conférences - HDR à l'Université de Reims Champagne-Ardenne

Modalités d'accès : être titulaire d'une licence en droit

Inscriptions : Inscriptions en ligne sur le site internet de l'URCA.

Informations : m1droit@univ-reims.fr

DÉROULEMENT DE LA FORMATION :

Le master Droit notarial 1^e année est mutualisé avec la première année de mention Droit Privé. Mais un accent est mis pour les matières intéressant la profession notariale, sur la dimension pratique des enseignements afin de faciliter l'entrée du candidat dans la profession. Le master Droit notarial 1^e année est organisé avec cinq unités d'enseignement par semestre. Les enseignements sont dispensés sous forme de cours magistraux et de travaux dirigés en présentiel.

THÉMATIQUES ABORDÉES :

Régimes matrimoniaux

Droit fiscal des affaires

Droit civil (Sûretés)

Droit du patrimoine privé

Droit spécial des sociétés

Droit de la propriété intellectuelle

Droit international privé

Droit de l'environnement

Droit civil (Libéralités et Successions)

Droit immobilier

Droit du patrimoine professionnel

Droit de l'urbanisme approfondi

Droit des entreprises en difficultés

MASTER MENTION DROIT NOTARIAL 2^E ANNÉE

OBJECTIFS ET DÉBOUCHÉS

Objectifs : Le Master 2 Droit notarial est une année de transition entre les quatre premières années d'études et le diplôme supérieur de notariat. A ce titre, il ne peut faire l'impasse sur un solide approfondissement des connaissances et sur l'acquisition d'une culture juridique générale. L'ambition est de former des futurs notaires, c'est-à-dire des juristes de haut niveau, susceptibles de mener des réflexions juridiques personnelles dans les différents champs du droit notarial. Mais un accent est également mis sur la dimension pratique et proprement notariale des enseignements afin de faciliter l'entrée du candidat dans la profession. Une part importante des enseignements est assurée par des notaires et les étudiants inscrits en Master 2 doivent effectuer un stage de 12 semaines dans une étude notariale pour valider leur formation.

Débouchés : Le master 2 Droit notarial porte sur l'ensemble des matières d'orientation notariale. A l'issue de l'obtention du master 2^e année, les étudiants suivent les enseignements du Centre de formation professionnelle notariale (CFPN) afin de pouvoir prétendre au titre de notaire et de préparer le Diplôme Supérieur du Notariat (DSN) que l'Université de Reims Champagne Ardenne délivre. Le master 2^e année constitue donc en lui-même une des filières d'accès permettant d'accéder à la profession et au titre de notaire. Tel est le débouché essentiel de ce diplôme. Mais il offre aussi d'importants débouchés en matière patrimoniale et immobilière. En effet, au-delà de l'exercice de la profession notariale, ce Master est destiné par son aspect pluridisciplinaire à fournir des collaborateurs directement opérationnels non seulement aux offices notariaux mais aussi aux établissements bancaires, aux cabinets de gestion patrimoniale ou encore aux cabinets d'assurances. A ce titre, il offre une solide formation à ceux qui envisagent d'exercer des activités de conseil juridique ou d'expertise en gestion du patrimoine, de conseil juridique ou d'expertise en immobilier.

RENSEIGNEMENTS

Responsable : Mme Nathalie BAILLON-WIRTZ,

Maître de Conférences - HDR à l'Université de Reims Champagne-Ardenne

Modalités d'accès : Être titulaire d'une 1^e année de master Droit notarial.

Inscriptions : L'inscription se fait après une sélection des candidats sur dossier.

Informations : m2notarial@univ-reims.fr

DÉROULEMENT DE LA FORMATION :

Les enseignements se déroulent sur deux semestres. Un stage de trois mois consécutifs doit être effectué dans une étude notariale. Il est suivi de la rédaction d'un rapport de stage. Les examens terminaux sont répartis à la fin de chaque semestre. Le principal partenaire du Master 2 Droit notarial est la Chambre interdépartementale des notaires de la Cour d'appel de Reims. Une part importante des enseignements est assurée par des notaires des départements de la Marne, de l'Aube et des Ardennes. Ces derniers assurent certains enseignements sous forme de cours magistraux ou de travaux dirigés. Ils participent également à l'encadrement du stage de trois mois accompli dans une étude notariale.

THÉMATIQUES ABORDÉES :

Droit patrimonial de la famille approfondi (couples et patrimoine - Successions et libéralités)

Contrats spéciaux

Droit immobilier approfondi (Immobilier, copropriété, construction et urbanisme)

Droit rural et de l'environnement

Droit commercial (commerçants et fonds de commerce)

Droit fiscal notarial

Notariat et numérique

Pratique du droit patrimonial de la famille

Vulnérabilités et droit extrapatrimonial de la famille

Droit commercial (groupements)

Procédures collectives

Droit international privé

Gestion du patrimoine

Droit professionnel notarial

Publicité foncière

Droit des collectivités territoriales

MASTER MENTION DROIT PÉNAL ET SCIENCES CRIMINELLES

Parcours Droit pénal et psychocriminologie forensique

OBJECTIFS ET DÉBOUCHÉS

Objectifs : Ce parcours permet de cumuler les compétences nécessaires à un exercice optimal et efficace des fonctions de la chaîne pénale, soient : compétences en droit pénal et procédure pénale ; compétences en criminologie appliquée au traitement et à l'évaluation de la délinquance, et compétences en psychopathologie et psychologie légale (forensique). L'addition de ces trois piliers (droit, criminologie, psychologie) permettra à la fois de réussir les concours classiques (police, gendarmerie, probation prison, magistrature et avocature), mais encore d'avoir de réelles compétences opérationnelles dans l'approche des sujets délinquants. Ceci permettra d'ouvrir également l'accès à d'autres corps de métier hors concours, notamment le secteur associatif sociojudiciaire, les municipalités (accueil des victimes, traitement et prévention de la délinquance, programmes locaux montés en partenariat avec les préfectures ou les parquets, etc.).

Débouchés : Police, gendarmerie, douanes, magistrature, avocat, directeur de service pénitentiaire, directeur de probation, conseiller de probation, secteur associatif de traitement social et judiciaire, protection des victimes, etc.

En poursuite d'études : Doctorat ou D.U. « Criminologie et probation » et/ou D.U. « sécurité et défense »

RENSEIGNEMENTS

Responsable :

Mme Martine Herzog-Evans,

Professeur à l'Université de Reims Champagne-Ardenne.

Modalités d'accès : Être titulaire d'une licence en droit, ou sur validation des acquis professionnels.

Inscriptions : En ligne sur le site internet de l'URCA.

Informations : m1droit@univ-reims.fr

THÉMATIQUES ABORDÉES :

1ère année

Procédure pénale 1 (phase préparatoire)	Histoire du droit pénal OU Méthode de recherche juridique
Médecine légale	Procédure civile
Criminology 1 -macro-théories & aetiology	Droit pénal des affaires Droit pénal des mineurs
Police scientifique	Contentieux pénitentiaire
Legal english	Droit pénal spécial
Addiction	Criminology 2 (special offences)
Empirical Research methods	

2ème année

Criminology 3 (offender treatment)
Procédure pénale 2
Droit pénal international et européen
Technique contractuelle
Droit de la famille
Empirical Research Methods
Victimology
Adult psychopathology : Axis / Axis 2 / Cluster B
Histoire du droit pénal 2
Droit pénal spécial 2
Techniques d'interrogatoire et d'enquête
Legal English 3
Droit de l'application des peines
Mémoire
Analyse de cas
Traitement cognitif et comportemental

MASTER MENTION DROIT PRIVÉ - 1^E ANNÉE

Parcours Droit des contentieux privés

OBJECTIFS ET DÉBOUCHÉS

Objectifs : Dispensée par des universitaires et des praticiens, cette formation est destinée à approfondir, principalement dans le champ du droit privé, les connaissances relatives à la mise en œuvre effective des droits. A son programme, figurent notamment l'étude de techniques contractuelles permettant d'éviter le risque de contentieux, l'étude des modes alternatifs de règlement des différends, l'initiation aux procédures et à la rédaction d'actes (procédures devant le TGI, le conseil des prud'hommes, la cour d'appel ; arbitrage ; contentieux international ; simulation de contentieux, voies d'exécution). S'il sensibilise aux liaisons du droit substantiel et du droit processuel, l'ensemble du programme est aussi conçu pour que les étudiants développent l'aptitude au diagnostic juridique et à la recherche de solutions pratiques solidement argumentées, dans le champ disciplinaire concerné. Cette formation est également ouverte à ceux qui, déjà engagés dans la vie professionnelle, souhaitent un élargissement et un approfondissement de leurs connaissances.

Débouchés : Cette formation est principalement destinée aux étudiants qui envisagent de s'orienter vers les carrières judiciaires (Magistrature, Barreau, Huissier de Justice, Greffier en Chef des Tribunaux, Commissaire de Police, Administration Pénitentiaire, etc.) ou vers les services contentieux des entreprises, des collectivités publiques et des établissements publics ou privés.

RENSEIGNEMENTS

Responsable :

Monsieur Cyril NOBLOT,

Maître de Conférences HDR à l'Université de Reims Champagne-Ardenne

Modalités d'accès : Titulaire d'un Master 1 en droit privé, droit judiciaire.

Inscriptions : En ligne sur le site internet de l'URCA.

Informations : m2contentieux@univ-reims.fr

THÉMATIQUES ABORDÉES :

1ère année

Droit civil (Sûretés)	Droit processuel
Droit immobilier	Procédures civiles d'exécution
Droit des régimes matrimoniaux	Droit international privé
Droit pénal spécial	Procédure civile
Droit civil (Sûretés)	Droit des étrangers
Droit des Successions	Droit des Successions
Procédure pénale	Culture et pratique du numérique
Droit des entreprises en difficultés	Droit des entreprises en difficultés

2ème année

Contentieux contractuel
Contentieux de la famille
Modes amiables de règlement des différends
Arbitrage
Contentieux immobilier
Contentieux international
Procédure pénale approfondie
Simulation d'un contentieux
Direction de recherche
Procédure civile approfondie 1 : principes généraux et procédure devant le tribunal judiciaire
Procédure civile approfondie 2 : la procédure devant la Cour d'appel
Procédure devant la Cour de cassation
Contentieux des procédures collectives
Procédures civiles d'exécution approfondies
Contentieux de la responsabilité civile
Contentieux de la concurrence et de la consommation
Contentieux prud'homal

MASTER MENTION DROIT PRIVÉ

Parcours Droit privé général

OBJECTIFS ET DÉBOUCHÉS

Objectifs : À l'heure de l'hyperspécialisation du droit comme de la plupart des secteurs de la société, le Master Droit privé parcours Droit privé général s'inscrit volontairement à contre-courant de cette inclination, en offrant aux étudiantes et étudiants désireuses et désireux d'enrichir leur culture juridique et judiciaire, une formation pluraliste et généraliste, conforme à une conception universaliste du droit, de la société et de l'Université. Le Master Droit privé parcours Droit privé général laisse ainsi à chacune et à chacun la liberté de choisir, au-delà d'un socle de matières fondamentales de droit civil, et obligatoires, plusieurs options permettant de colorer leurs enseignements, tantôt en droit des affaires, tantôt en droit social, tantôt en droit pénal, ou encore en procédures civile et pénale. Au cours de leurs différents semestres, les étudiants se voient ainsi offrir la possibilité de choisir plusieurs options à piocher dans la plupart des matières dispensées dans les autres Masters de l'Université (Droit des contentieux privés, Droit de l'entreprise, Droit pénal, Droit notarial, ou encore Droit public fondamental), afin de se construire un profil sur-mesure. Dans la plus pure tradition des Masters de Droit privé général, l'ambition de cette formation n'est donc pas de former des spécialistes dans tel ou tel secteur du droit, mais des juristes dotés d'une solide formation, à même d'affronter les évolutions incessantes du droit et d'y prendre toute leur part.

Débouchés : Le Master Droit privé parcours Droit privé général offre à ses étudiantes et étudiants une diversité de débouchés, à l'image de la diversité de ses enseignements. Au-delà des examens et concours des professions judiciaires (avocats et magistrats notamment), auxquels le Master prépare parfaitement, celui-ci permettra aussi à celles et ceux envisageant la profession de juriste en entreprise de se construire un profil sur-mesure, à même de satisfaire à leurs objectifs professionnels. Les étudiantes et étudiants désireuses et désireux d'embrasser la carrière d'enseignant-chercheur trouveront en outre dans ce Master la possibilité d'assimiler l'ensemble des connaissances fondamentales du droit privé nécessaires à la rédaction d'une thèse, et la possibilité de rencontrer une diversité d'enseignants susceptibles de devenir, demain, leur directrice ou directeur.

THÉMATIQUES ABORDÉES :

1ère année

Droit civil (Sûretés)

Droit des régimes matrimoniaux

Droit international privé

Méthode de recherche juridique 1

Langue vivante 1

Culture et pratique du numérique (Pix + Droit)

Procédure civile

Droit des Successions

2ème année

Contentieux de la famille

Contentieux contractuel

Contrats spéciaux

Droit des libertés fondamentales approfondies

Contentieux de la responsabilité civile

Contentieux de la concurrence et de la consommation

Mémoire

MASTER MENTION DROIT DU NUMÉRIQUE

Parcours droit des créations immatérielles et vidéoludiques

OBJECTIFS ET DÉBOUCHÉS

Objectifs : L'objectif de la formation est d'étudier, dans une approche interdisciplinaire, les problématiques liées aux jeux vidéo et métavers. La 1^{ère} année est essentiellement axée sur une formation de droit des affaires, afin d'assurer des connaissances solides aux étudiants, avec quelques matières spécifiques au droit du numérique (Propriété intellectuelle et nouvelles technologies, Droit des données à caractère personnel). Ce socle de règle est impératif pour tous les juristes qui désirent travailler dans ce secteur d'activité. Le premier semestre de la seconde année aura pour objet de transmettre les connaissances et compétences fondamentales en droit du numérique (droit pénal de l'internet, commerce électronique...). Le second semestre consistera en une spécialisation au droit applicable à toutes les nouvelles créations immatérielles et vidéoludiques (droit des plateformes, droit des personnes, droit des biens...). Grâce à cette organisation, la spécialisation est croissante avec l'avancée de la formation. De la même façon, étant donné le caractère international de ces activités professionnelles, les enseignements de Langues (Anglais) auront une place prépondérante. Des enseignements de droit comparé (par exemple en propriété intellectuelle) sont également envisagés.

Débouchés : juriste en droit du numérique, avocat spécialisé en droit du numérique, délégué à la protection des données.

THÉMATIQUES ABORDÉES :

1ère année

Droit de la propriété intellectuelle

Droit de la propriété intellectuelle des activités numériques

Droit de la consommation

Droit pénal des affaires

PIX + Droit

Droit des données à caractère personnel

Contrats commerciaux

Droit de la concurrence

2ème année

Droit de la consommation numérique

Pratique du droit des données à caractère personnel

Droit pénal du numérique

Propriété industrielle

Fiscalité du numérique

Droit du travail du numérique

Contrats civils et commerciaux : technique contractuelle

Droit des plateformes numériques

Propriété littéraire et artistique approfondie

Droit civil appliqué (droit des personnes-droit des biens)

Enjeux juridiques du jeu vidéo compétitif

Histoire du marché du jeu vidéo

Enjeux juridiques des nouvelles technologies

MASTER MENTION DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

OBJECTIFS ET DÉBOUCHÉS

Le Master mention Droit de la propriété intellectuelle a pour ambition de former les étudiants à des professions juridiques diverses et relèvant tant du secteur privé que du secteur public : avocats, juristes d'entreprises, conseils en propriété intellectuelle, éditeurs, juristes d'organismes publics, magistrats, enseignants-chercheurs. Le Master mention Droit de la propriété intellectuelle offrira un enseignement général en Droit de la propriété intellectuelle avec, en fin de cycle, une spécialisation en biotechnologie et plus particulièrement en brevetabilité du vivant. Le Master mention Droit de la propriété intellectuelle se place ainsi dans les priorités de l'établissement, en particulier du projet EXEBIO (EXcellencE en BIOéconomie durable).

DÉROULEMENT DE LA FORMATION :

En Master 1, les étudiants se verront offrir 5 unités d'enseignement par semestre. Chaque semestre, deux unités d'enseignement seront spécifiquement consacrées à la propriété intellectuelle et accompagnées de travaux dirigés. Trois unités d'enseignement permettront aux étudiants de continuer à enrichir leurs connaissances juridiques par une approche plus généraliste du droit. À chaque semestre, ce qui apportera une dimension pluridisciplinaire à la formation.

En Master 2, les étudiants se verront offrir 5 unités d'enseignement par semestre. Au S3, deux unités d'enseignement seront entièrement consacrées au brevet, une unité d'enseignement sera consacrée aux autres composants de la propriété industrielle (marque, DM, IG). Une unité d'enseignement sera consacrée à la professionnalisation de l'étudiant et une unité d'enseignement sera consacrée à l'apprentissage de l'anglais appliqué à la propriété industrielle. Au S4, une unité sera consacrée au brevet appliqué à la biotechnologie, une unité sera consacrée à l'exploitation de la propriété industrielle, une unité sera consacrée aux perspectives de la propriété industrielle et, enfin, deux unités seront consacrées à la professionnalisation de l'étudiant.

THÉMATIQUES ABORDÉES :

1ère année

Droit de la propriété intellectuelle 1 (PLA)

Droit de la propriété intellectuelle des activités numériques

Droit de la Culture

Droit de l'environnement

Droit matériel de l'UE

Droit de la concurrence

Droit international économique

Contrats commerciaux

Anglais

2ème année

Droit de la propriété intellectuelle 4 (Brevet)

Approche historique du brevet

Contentieux du brevet

Droit comparé du brevet

Droit des marques approfondi

Droit des DM approfondi

Droit des indications géographiques

Anglais appliqué à la PI

Brevetabilité du vivant

Biotechnologie

Enjeux et limites de la biotechnologie

Morale et éthique

IA et brevet

Droit des contrats appliqués à la propriété industrielle

Droit de la concurrence appliqué à la propriété industrielle

Droit pénal appliqué à la propriété industrielle

Economie de la propriété industrielle

Management de la propriété industrielle

MASTER MENTION POLITIQUES PUBLIQUES

OBJECTIFS ET DÉBOUCHÉS

Objectifs : Les enseignements de la première année du Master mention Politiques publiques reprennent, pour l'essentiel, les matières figurant au programme de la plupart des concours de la fonction publique, tant de l'Etat (notamment concours des Instituts Régionaux d'Administration) que des collectivités territoriales (concours d'attaché territorial), avec pour principaux avantages la pluridisciplinarité : Droit public, Economie, Histoire, Histoire des idées, Actualité administrative, conférences spécialisées et intervenants extérieurs. Un important entraînement à la méthodologie des épreuves des concours administratifs est organisé grâce à des mises en situation (dissertation, note de synthèse, entretien avec le jury). Une pédagogie dynamique est développée, privilégiant l'étude de dossiers thématiques permettant d'utiliser et de valoriser les connaissances déjà acquises lors du cursus antérieur dans le cadre des cours magistraux.

Durant la deuxième année du Master mention Politiques publiques, les objectifs sont principalement de permettre aux étudiants de maîtriser les différentes techniques de la gestion publique et, plus largement, de l'action publique, et ce à tous les niveaux d'intervention : conception, décision, exécution et suivi. Formation professionnalisante, il doit former les cadres du secteur public, opérationnels dès leur sortie de la deuxième année de Master. Ce master comporte également de nombreux enseignements relatifs aux problématiques de la sécurité et de la défense (Droit de la sécurité et de la défense, forces de police et sécurité,...) et permet donc d'acquérir des connaissances spécialisées particulièrement utiles pour celles et ceux qui se destinent aux concours ouverts par les administrations intervenant dans ces domaines.

Débouchés : Les débouchés sont nombreux et variés, précisément en raison du caractère généraliste de la formation : accès à la fonction publique d'État, territoriales ou hospitalière ; profession d'avocat ; juristes d'entreprise ; carrières universitaires avec la poursuite en doctorat. Examen du barreau. Capacité à passer avec succès les épreuves des concours administratifs de catégorie A (IRA, Attaché territorial, notamment) et les concours de domaine de la sécurité et de la défense (Commissaire des Armées, Commissaire de police, Officier de gendarmerie, etc.).

RENSEIGNEMENTS

Responsable :

Monsieur Franck DURAND,

Maître de Conférences - HDR à l'Université de Reims Champagne-Ardenne

Modalités d'accès : Être titulaire d'une L3 ou équivalent (180 crédits ECTS).

Inscriptions : Les candidatures sont sélectionnées sur dossiers.

Informations : m1ap@univ-reims.fr

THÉMATIQUES ABORDÉES :

1ère année

Théorie de l'action publique	Finances publiques
Droit des étrangers	Veille juridique
Méthodologie de la dissertation	Politique économique
Droits européens	Droit de la fonction publique
Droit administratif approfondi	Histoire des idées politiques, économiques et sociales
Histoire de la laïcité	Méthodologie de la note de synthèse
Méthodologie de l'entretien avec le jury	
Rédaction des actes administratifs	

2ème année

Cadres institutionnels et juridiques de l'action publique

Techniques budgétaires et contrôle de gestion de l'action publique

Gestion publique

Contrats publics

Politiques de sécurité intérieure

Droit de la sécurité et de la défense

Droit de la décentralisation

Intercommunalité et développement local

Politique de la ville

Partenariats économiques

Déontologie du secteur public

Pratique du contentieux administratif

Internet et cybercriminalité

Politique de défense

Collectivités territoriales et Europe

Psychanalyse et criminologie

MASTER MENTION DROIT PUBLIC DES AFFAIRES

OBJECTIFS ET DÉBOUCHÉS

Objectifs : Le M2 Droit public des affaires a l'ambition de délivrer aux étudiants une formation approfondie en droit de la commande publique, et plus spécialement en droit des marchés publics, droit des contrats de concession, valorisation économique du domaine public, régulation et droit de la concurrence, droit des services publics et des entreprises publiques, comptabilité et fiscalité. La formation se déroule au sein de séminaires qui pratiquent tous une forme de « pédagogie inversée » ; chaque semaine des exercices (cas pratiques, exposés...) sont à réaliser par les étudiants pour le séminaire suivant, et à partir desquels se déroulent les échanges avec l'intervenant. Ces séminaires sont complétés par une formule qui fait la force de la formation, les « ateliers juridiques », au cours desquels interviennent des praticiens qui font travailler les étudiants sur des dossiers qu'ils ont eu eux-mêmes à traiter. Le Master est professionnalisant, plus de la moitié des intervenants étant eux-mêmes des praticiens du droit public des affaires. À l'issue de la formation, les étudiants disposeront d'une connaissance non seulement théorique, mais également pratique du droit public des affaires. Ils seront directement « opérationnels ». Ils maîtriseront par ailleurs l'anglais, l'accès à l'information numérisée, la rédaction de notes d'analyse juridique. L'essentiel de la formation se fait en présentiel et est ouverte à l'apprentissage. Les étudiants doivent suivre un stage de trois mois en entreprise (privée ou publique) ou en collectivité publique. Ils écrivent, en outre, un mémoire de recherche de 80 pages sur un sujet pouvant être en lien avec le stage.

Débouchés : Avocat en droit public ; juriste en entreprise publique ou privée, juriste en établissement public, juriste en collectivités territoriales ; concours administratifs...

RENSEIGNEMENTS

Responsable :

Monsieur Denis JOUVE,

Professeur à l'Université de Reims Champagne-Ardenne

Modalités d'accès : Les candidats doivent disposer d'une formation solide en droit public de façon générale. Aucun choix d'option n'est dirimant pour l'accès à cette formation, cependant certaines matières peuvent s'avérer utiles : Droit des libertés fondamentales, Droit fiscal, Droit institutionnel de l'UE, Droit des collectivités territoriales, Histoire de l'administration, contentieux fiscal, Droit de l'urbanisme, contentieux administratif.

Inscriptions : Être titulaire d'un Master Droit Public des Affaires.

Informations : m2dpa@univ-reims.fr

THÉMATIQUES ABORDÉES :

1ère année

Droit des services publics
Droit des libertés fondamentales approfondies
Contentieux administratif approfondi
Droit des données à caractère personnel
Droit matériel de l'UE
Droit public comparé
Droit financier approfondi
Droit international économique
Droit constitutionnel approfondi

Contentieux constitutionnel
Droit de l'environnement 1
Droit de l'urbanisme approfondi
Politiques publiques
Contentieux européen
Droit des étrangers
Contentieux européen
Droit public des affaires
Droit de la décentralisation

2ème année

Droit de l'environnement appliqué au droit public des affaires
Droit des aides publiques
Valorisation des biens publics
Droit de la commande publique
Contentieux contractuel
Montages contractuels
Finances et fiscalité publiques
Comptabilité publique et privée
Méthodologie du mémoire et rapport de stage
Professionalisation - entretien d'embauche, CV, recherche de stage
Droit du secteur public
Urbanisme commercial
Droit de la régulation et de la concurrence
Droit pénal et éthique des affaires publiques
Management public

MASTER MENTION DROIT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

OBJECTIFS ET DÉBOUCHÉS

Objectifs : La deuxième année de master, à caractère professionnalisant et pouvant également préparer à la recherche, vise à former des spécialistes du droit des collectivités territoriales et des politiques publiques locales, à la fois généralistes et dans le domaine culturel, avec un parcours qui lui est dédié. Elle fait intervenir des universitaires et des professionnels, issus du secteur public et du secteur privé qui agit en lien avec les acteurs locaux. La formation repose sur des séminaires, des cours d'approfondissement et des ateliers pratiques. Elle comprend un stage obligatoire de trois mois et la rédaction d'un mémoire.

Débouchés : Concours de catégorie A de la fonction publique d'État et territoriale (préparation à l'INET, accès aux IRA, attachés territoriaux, attachés de conservation du patrimoine etc.); ingénierie territoriale, recrutements sur titre dans le secteur public et le secteur privé.

Modalités d'accès : Ce Master est ouvert aux étudiants titulaires d'une Licence en Droit en priorité ; en sciences économiques et gestion, en lettres et sciences humaines sur dossier et selon la motivation ainsi qu'aux professionnels justifiant de 5 années de pratique dans le domaine. Il est fortement conseillé de suivre le cours de Droit public territorial en L3 ainsi que les cours de Droit de l'urbanisme et de contentieux administratif.

RENSEIGNEMENTS

Responsable :

Monsieur Olivier DUPERON,

Professeur à l'Université de Reims Champagne-Ardenne

Informations : m2dct@univ-reims.fr

THÉMATIQUES ABORDÉES :

1ère année

Droit des services publics	Droit de la décentralisation
Droit de l'urbanisme approfondi	Droit public des affaires
Droit public financier approfondi	Droit de la fonction publique
Droit matériel de l'UE	Contentieux de l'UE
Contentieux administratif approfondi	Droit des libertés fondamentales approfondies
Politiques publiques	Contentieux constitutionnel
Droit de la culture	Droit des données à caractère personnel
Droit de l'environnement	
Sciences administratives	
Droit constitutionnel approfondi	

2ème année

Théorie de la décentralisation	Droit de l'Etat territorial
Aménagement du territoire	Conférences d'actualité
Communes et intercommunalités	Méthodologie
Urbanisme et environnement	Contentieux administratif
Droit électoral	Police et libertés
Droit public rural	Droit pénal et collectivités territoriales
Compétences des départements et régions	Union européenne et collectivités territoriales
SP locaux et EP locale	Droit de la propriété intellectuelle et CT
Finances et fiscalité	Fonction publique territoriale
Collectivités territoriales en Europe	Domaine public
Management public	
Droit du patrimoine culturel et de la création artistique	

MASTER MENTION DROIT INTERNATIONAL

OBJECTIFS ET DÉBOUCHÉS

Le Master visera en particulier à former des spécialistes de la gouvernance globale et régionale (Europe, Afrique en comparaison aux autres régions du monde) et ce dans un système de gouvernance multi-niveaux, et à les rendre aptes et opérationnels pour accompagner les acteurs internationaux (institutions, secteur privé, associatif et médiatique notamment) dans les processus de transformation importants auxquels ces acteurs ont et auront à faire face dans les années à venir pour mettre en œuvre le développement durable (notamment les ODDs) et à acquérir les capacités à maîtriser les enjeux de ces changements importants pour l'avenir de nos sociétés.

Parallèlement, la formation dispensée entendra leur fournir les connaissances et les outils professionnels leur permettant de maîtriser les enjeux globaux, européens et ceux présents dans les autres régions du monde et à développer des capacités techniques pour fournir un support à la décision, à la gestion de projets à tout niveau de gouvernance, de maîtriser à la fois les concepts et les techniques de coordination et de négociation mais également de pouvoir soutenir la mise à l'agenda et la gestion des problématiques de développement.

Il fournira à la fois des bases théoriques et des compétences pratiques aux étudiants intéressés par des carrières internationales, le gouvernement, les relations internationales, les organisations internationales, les groupes de réflexion et les ONG.

RENSEIGNEMENTS

Responsable :

Monsieur Renaud DE LA BROSSE,

Maître de Conférences HDR à l'Université de Reims Champagne-Ardenne

THÉMATIQUES ABORDÉES :

1ère année

Grands systèmes politiques contemporains	Politiques publiques
Contentieux constitutionnel	Droit constitutionnel approfondi
Relations internationales approfondies	Contentieux de l'UE
Histoire des idées politiques	Droit international économique
Droit des étrangers et de la nationalité	Droit de l'environnement
Droit public comparé	Droit des libertés fondamentales approfondi
Droit matériel de l'UE	Défis contemporains de la démocratie
Droit international public	Droit des données à caractère personnel
Sociologie politiques	

2ème année

European and International Governance : concepts and perspectives
Sustainable Development Goals : regional and territorial perspectives
Upgrade in European and African Law
International and European Institutions
Les frontières politiques et juridiques de l'Union européenne
Gouvernance internationale et leadership européen
Risks of desintegration and separatist tendencies : case studies in European and African contexts
Actualités politiques en Europe et en Afrique
Agenda settings, public policies and contemporary challenges : cases studies (energy, climate...)
Migration management in Europe and other regions
Mécanismes et stratégies de défense européenne
Coopération et défense en Afrique
Appropriation des outils numériques de recherche
Méthodologie du mémoire de recherche et du stage
International and European networks and projects management
Préparation du mémoire (séminaires)
Mutations juridiques et politiques dans l'Union européenne
Mutations et coopération en Afrique
Politiques comparées du Monde Arabe 1 : les dynamiques internes
Politiques comparées du Monde Arabe 2 : l'approche des relations internationales
The politicals challenges for a democratic Europe
Human rights : legal perspectives in Europe and Africa

MASTER MENTION DROIT PUBLIC

PARCOURS DROIT PUBLIC FONDAMENTAL

OBJECTIFS ET DÉBOUCHÉS

Objectifs : Le master vise à doter les étudiants d'un solide bagage en droit public général. À rebours de toute spécialisation, l'accent est mis sur ce caractère généraliste, avec l'objectif de former des juristes d'excellent niveau, capables d'appréhender des problèmes juridiques quel que soit leur environnement professionnel. Après une première année partagée au sein de la mention Droit public, la deuxième année de master se construit autour des cinq disciplines majeures du droit public interne et externe. Sont ainsi approfondis le droit administratif, le droit constitutionnel, le droit public financier, le droit de l'Union européenne et le droit international public. S'ajoutent des séminaires d'anglais et de méthodologie, complétant une formation ainsi théorique et pratique.

Débouchés : Les débouchés sont nombreux et variés, précisément en raison du caractère généraliste de la formation : accès à la fonction publique d'État, territoriales ou hospitalière ; profession d'avocat ; juristes d'entreprise ; carrières universitaires avec la poursuite en doctorat.

RENSEIGNEMENTS

Responsable :

Monsieur Seydou TRAORÉ,

Professeur à l'Université de Reims Champagne-Ardenne

Madame Line TOUZEAU-MOUFLARD

Maître de conférences à l'Université de Reims Champagne-Ardenne

Modalités d'accès :

Pour l'entrée en première année :

Être titulaire d'une licence en droit ou équivalent.

Pour l'entrée en deuxième année :

les étudiants inscrits en première année ayant validée celle-ci sont admis de droit. Les étudiants issus d'autres formations peuvent déposer leur candidature sous réserve d'être titulaires d'un master 1 en droit ou équivalent.

Inscriptions : Les candidats sont sélectionnés sur la foi de leur dossier retraçant leur parcours universitaire et contenant une lettre de motivation.

Informations : m2droitpublic@univ-reims.fr

THÉMATIQUES ABORDÉES :

1ère année

Droit constitutionnel approfondi	Droit de l'environnement
Droit public comparé	Droit public des affaires
Droit matériel de l'UE	Contentieux européen
Histoire des idées politiques	Droit des étrangers
Contentieux administratif approfondi	Sociologie politique approfondie
Droit de la fonction publique	Droit international public
Droit des services publics	Grands systèmes
Contentieux constitutionnel	politiques contemporains
Droit public financier approfondi	Politiques publiques
Droit de la décentralisation	Droit des libertés
Droit de la culture	fondamentales approfondies
Droit de l'urbanisme approfondi	Relations internationales approfondies

2ème année

Droit et contentieux constitutionnels	Droit international public
Théorie du droit	Module contentieux
Module contentieux	Droit administratif
Droit et contentieux administratifs	Science administrative
Histoire du droit administratif (contentieux)	Droit constitutionnel
Module contentieux	Histoire du droit constitutionnel
Droit public financier	Droit de l'Union européenne
Droit de l'union européenne	Droit international public
	Droit public financier

MASTER MENTION DROIT DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME

OBJECTIFS ET DÉBOUCHÉS

Objectifs : Cette formation a pour objectif de former des juristes spécialistes en permettant aux étudiants d'appréhender les enjeux environnementaux actuels d'un point de vue juridique. L'environnement étant au cœur de la transformation sociale du XXI^e siècle, les besoins en juristes spécialisés en droit de l'environnement sont forts, notamment sur le territoire champardennais, que ce soit auprès des acteurs publics (collectivités territoriales notamment) que privés (les entreprises, y compris dans le secteur viti-vinicole sont en effet incitées à devenir des acteurs de la transition écologique).

Débouchés : juriste spécialisé en droit de l'environnement ; avocat ; juriste en collectivité territoriale ; fonction publique et haute fonction publique. La multiplication des services spécialisés en environnement au sein de la magistrature ou de la police par exemple permettra aussi d'offrir des postes aux diplômés du Master.

RENSEIGNEMENTS

Responsables :

Mme Anaïs DANET

Professeur à l'Université de Reims Champagne-Ardenne

Mme Line TOUZEAU-MOUFLARD

Maître de conférences à l'Université de Reims Champagne-Ardenne

THÉMATIQUES ABORDÉES :

1^{ère} année

Droit de l'environnement	Droit constitutionnel approfondi
Droit matériel de l'UE	Droit des services publics
Droit processuel	Procédure pénale
Droit de la consommation	Droit de l'urbanisme approfondi
Droit fiscal des affaires	Procédure civile
Droit de la culture	Droit public des affaires
Droit de l'agroalimentaire	Droit de l'immobilier
Politiques publiques	Contentieux européen
Contentieux constitutionnel	Droit international public
Libertés fondamentales approfondies	

2^{ème} année

Polices administratives
Économie de l'environnement
Droit de l'eau
Ressources naturelles
Démocratie environnementale
Contentieux de l'environnement
Philosophie et éthique environnementale
Gestion des déchets - Économie circulaire
Histoire du droit de l'environnement
Santé et environnement
Droit et changement climatique
Droit des espaces
Droit des espèces
Droit des biens et droit de l'environnement
Droit constitutionnel de l'environnement
Droit international et européen de l'environnement
Droit pénal de l'environnement
Responsabilité civile environnementale
Responsabilité administrative environnementale
Finances publiques et fiscalité verte
Nuisance des produits
Gestion des déchets - Economie circulaire
Risques naturels et technologiques
Responsabilité sociale et environnementale